

# Bulletin du FMI

MOYEN-ORIENT

## Le Moyen-Orient doit s'attacher davantage à généraliser les bienfaits de la croissance, estime le FMI

Bulletin du FMI en ligne  
Le 16 février 2011



Vendeur de pain au Caire : Les gouvernements du Moyen-Orient s'efforcent d'atténuer les effets de la hausse des prix de l'alimentation sur la population (photo: Karem Ahmad/Zinhua/Photoshot)

- Les manifestations pourraient libérer un plus grand potentiel de croissance à long terme dans la région
- Une transparence et une concurrence accrues aideront l'Égypte et la Tunisie à exploiter leurs atouts et à créer des emplois
- Face à l'agitation, les gouvernements de la région accroissent les dépenses budgétaires

De l'avis de Masood Ahmed, Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, l'une des leçons à tirer des récents troubles au Moyen-Orient est que les gouvernements devraient se soucier bien davantage de généraliser les bienfaits de la croissance et mieux cibler les aides sur les ménages les plus défavorisés. Dans un entretien qu'il a accordé au *Bulletin du FMI*, M. Ahmed déclare que les événements d'Égypte auront naturellement des effets négatifs sur l'économie à court terme, mais que, à plus longue échéance, ils pourraient rendre le pays mieux à même d'exploiter les atouts qu'il possède pour rehausser le niveau de vie et améliorer l'emploi dans toutes les couches de la population.

Commentant les événements survenus en Tunisie, en Égypte et dans tout Moyen-Orient, M. Ahmed a observé que, en partie sous la pression de la rue, les autorités de la région avaient annoncé une augmentation des dépenses budgétaires, dans certains cas à titre préventif et dans des proportions atteignant parfois 3 % du PIB. Ces hausses concernent les subventions alimentaires et énergétiques, les transferts sociaux, notamment en faveur des chômeurs, les réductions de taxes sur les produits de première nécessité, le financement du logement privé et l'augmentation des effectifs et des salaires de la fonction publique. Nous reproduisons ci-après le texte complet de cet entretien.

***Bulletin du FMI en ligne : Comment se présente l'avenir économique de la Tunisie et que peuvent faire les autorités pour promouvoir la création d'emplois et une croissance qui profite à tout le monde ?***

**M. Ahmed :** Les événements récents ont fait éclater au grand jour la nécessité d'une croissance mieux partagée et d'une meilleure gouvernance, mais il est important de reconnaître que la société tunisienne dispose d'atouts solides. À brève échéance, le tourisme et l'investissement direct étranger (IDE) vont certainement diminuer et cela aura des retombées négatives sur le reste de l'économie, notamment le secteur financier. Le gouvernement est

bien conscient de ces problèmes et s'emploie à en atténuer les effets sur la population. Pendant la période à venir, toutefois, et pour faire jouer à plein le potentiel de l'économie tunisienne, il faudra à la fois mettre en place des programmes axés sur la création d'emplois et une croissance profitant à tout le monde, et concevoir des filets de sécurité sociale bien ciblés pour protéger les plus défavorisés, surtout pendant les périodes difficiles.

***Bulletin du FMI en ligne : Dans quelle mesure l'économie égyptienne va-t-elle souffrir des événements récents?***

**M. Ahmed :** Je noterais tout d'abord que si la vie économique et quotidienne des Égyptiens commence à reprendre son cours normal, la situation reste fluide et qu'il est beaucoup trop tôt pour se prononcer avec quelque certitude sur l'impact économique des événements.

Les manifestations récentes et l'incertitude politique qui en découle auront un effet négatif sur l'économie à court terme, mais, à plus longue échéance, elles pourraient rendre l'Égypte mieux à même d'exploiter son potentiel pour rehausser le niveau de vie et améliorer l'emploi dans toutes les couches de la population. Bien sûr, la croissance va s'en ressentir cette année et tomber en dessous des 5½ % enregistrés ces deux derniers trimestres, car le tourisme et les investissements étrangers vont reculer. Le déficit budgétaire, qui est déjà élevé, va sans doute encore s'accroître cette année en raison du repli de l'activité économique, de la hausse des prix alimentaires, de l'augmentation des taux d'intérêt et des nouvelles dépenses éventuelles. Enfin, le chômage est élevé depuis longtemps — il atteint en particulier 25 % parmi les jeunes — et il pourrait s'aggraver cette année à cause du ralentissement de l'activité.

Cela dit, il est important de comprendre qu'une transparence et une concurrence accrues ainsi qu'une adhésion plus large au programme national de réformes économiques devraient permettre à l'Égypte de surmonter certaines des contraintes qui ont empêché jusqu'ici une amélioration généralisée et durable du niveau de vie. Le pays pourra alors mettre à profit ses atouts inhérents : une population jeune et dynamique, un vaste marché intérieur, l'accès aux principaux marchés, une situation géographique privilégiée, un secteur financier solide et un niveau de réserves confortables.

***Bulletin du FMI en ligne : Comment le FMI peut-il aider l'Égypte?***

**M. Ahmed :** Ce sont le gouvernement égyptien et le peuple égyptien qui définiront les politiques économiques les mieux adaptées pour sortir leur pays de cette période de turbulences. Fort de son expérience internationale, le FMI peut apporter son aide en fournissant le soutien technique et les conseils dont les autorités égyptiennes auraient besoin pour affronter les défis à court et à moyen terme et parvenir à une croissance plus généralisée. Et d'ailleurs, nous le faisons déjà. Comme c'est le cas avec tous les autres membres, si les autorités égyptiennes décident qu'un soutien financier leur serait utile, le FMI serait prêt à intervenir, après avoir évalué les besoins financiers du pays.

***Bulletin du FMI en ligne : Quel impact auront les événements qui se sont produits récemment en Tunisie et en Égypte sur l'économie de la région?***

**M. Ahmed :** Les événements survenus récemment dans ces deux pays ont provoqué des manifestations dans d'autres pays. En partie sous la pression de la rue, les autorités ont annoncé une augmentation des dépenses budgétaires, dans certains cas à titre préventif et dans des proportions pouvant atteindre 3 % du PIB. Ces mesures concernent les subventions alimentaires et énergétiques, les transferts sociaux, notamment en faveur des chômeurs, des réductions de taxes sur les biens de première nécessité, le financement du logement privé et l'augmentation des effectifs et des salaires de la fonction publique.

Les marchés financiers n'ont pas été épargnés. Depuis les grandes manifestations du début janvier en Tunisie, les marges des CDS se sont élargies dans toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et les marchés d'actions se sont un peu tassés. Ces mouvements observés sur les marchés traduisent un durcissement des conditions financières pour les États et pour le secteur des entreprises, qui pourrait peser sur l'activité économique cette année. La reprise naissante du crédit bancaire intérieur continuera sans doute à manquer de dynamisme, ce qui est une réaction naturelle des banques en cas de turbulences politiques.

***Bulletin du FMI en ligne : Comment la région devrait-elle réagir à la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires?***

**M. Ahmed :** Un grand nombre de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord — mais aussi en dehors de cette région — s'efforcent d'atténuer l'effet chez eux de la hausse des prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires au moyen de subventions et d'autres mesures, notamment une augmentation des salaires, des transferts en espèces, des réductions de taxes, etc. Compte tenu des contraintes budgétaires qui existent dans beaucoup de pays, il est probable que les gouvernements s'efforceront de compenser en partie le coût additionnel que représentent ces mesures en opérant des coupes ailleurs.

À notre avis, il est essentiel que l'État aide les ménages défavorisés, ce qui est d'autant plus nécessaire en période de difficultés. Pour tenir compte des contraintes budgétaires sans pour autant réduire d'autres dépenses importantes (par exemple dans les infrastructures), il importe d'améliorer et de moderniser les filets de sécurité existants de manière à ce qu'ils soient mieux ciblés et plus durables. Au lieu de subventions généralisées dont tout le monde profite, des mesures de protection sociale bien ciblées fournissent une assistance uniquement à ceux qui ont le plus besoin d'une aide de l'État. Ainsi, les personnes démunies pourraient recevoir des prestations de façon plus durable et à un coût pourtant moindre pour les finances publiques.